

Les élites, une passion-détestation américaine

ANALYSE · PUBLIÉ LE 30/06/2026 · MISE À JOUR LE 01/07/2026 · 13 MIN DE LECTURE

Le président Donald Trump participe à une conférence de presse avec Elon Musk, conseiller du DOGE sortant, le vendredi 30 mai 2025, dans le Bureau ovale - Etats-Unis (Photo officielle Maison Blanche par Molly Riley) Source : Rawpixel.com / Shutterstock.com

À l'occasion du 250^e anniversaire de la Déclaration d'indépendance des États-Unis (4 juillet 1776), la démocratie américaine fait face à une fracture sans précédent. Longtemps perçue comme le moteur vertueux de l'« American way », la figure de l'élite est aujourd'hui devenue le totem de toutes les colères populistes. Du complexe militaro-industriel dénoncé par Eisenhower aux diatribes anti-système de Donald Trump, comment penser ce grand retournement historique ? William Genieys, directeur de recherche au Centre d'études européennes de Sciences Po et auteur de *A Government of Insiders* (John Hopkins University Press, 2024), retrace la généalogie de ce clivage et dévoile le grand paradoxe du trumpisme : l'ascension d'une nouvelle « élite anti-élite ».

Les relations entre la question élitaine et la démocratie aux États-Unis ont longtemps été vertueuses, avant d'être perçues comme dangereuses. En 2026, année du 250^e anniversaire de la Déclaration d'indépendance (4 juillet 1776), l'antiélitisme s'est imposé comme un clivage politique majeur chez les républicains comme chez les démocrates. Dans son discours d'adieu, prononcé le 16 janvier 2025, le président démocrate Joseph Biden a évoqué la menace que font peser « l'oligarchie des grandes fortunes » et « le complexe technico-industriel » sur « la démocratie américaine dans son ensemble ».

Ces propos font écho aux craintes exprimées il y a plus de soixante ans par le président républicain Dwight D. Eisenhower concernant les excès du « complexe militaro-industriel ». Il est vrai que les deux élections de Donald Trump, maître dans l'art d'exalter son électorat populaire autour de diatribes antiélite, sont passées par là. Pourtant, peu de personnes savent que les États-Unis ont un temps connu un fort engouement pour la théorie des élites qui, selon certains auteurs, serait le mythe fondateur de la science politique américaine : l'élitisme démocratique. Or, aujourd'hui, l'antiélitisme, véritable totem de la critique de la démocratie libérale pour les leaders populistes, altère les principes de l'élitisme démocratique. Une lecture

tocquevillienne sur le long terme permet de comprendre les logiques de ce grand retournement historique dont les conséquences sur la vie politique américaine sont inexplorées.

La vogue de l'élitisme en Amérique

Depuis le début du XX^e siècle et la diffusion de la pensée de théoriciens élitistes italiens (Pareto, Mosca et Michels), la relation entre élites et démocratie est un sujet central dans le développement des sciences sociales aux États-Unis. S'appuyant sur l'héritage machiavélien de l'étude de *L'arte dello Stato*, un regard sur la vogue de l'élitisme permet d'apporter un regard neuf sur les activités du gouvernement moderne en postulant la primauté du politique sur l'économie. La découverte de l'existence d'une Ruling Class (Mosca) attribue un rôle essentiel à la minorité des élites dans le fonctionnement d'un régime politique. Le principe d'un lien entre types d'élites et nature d'un régime politique est désormais établi. Très rapidement, le débat sur le bien-fondé des théories élitistes et leurs effets pratiques sur le fonctionnement de la démocratie est engagé. L'école de science politique de l'université de Chicago s'approprie la question des élites pour en faire un principe de base d'une « nouvelle science ». Au cœur de ce paradigme : l'idée que de bonnes élites, bien formées et sélectionnées au mérite, garantiraient le bon fonctionnement de la démocratie; tout comme, par la suite, le développement des régimes nazis et communistes est considéré comme l'œuvre d'« élites contre-révolutionnaires » (Lasswell). Bien évidemment, la réponse politique à la crise de 1929, avec la mise en place du New Deal, confirme le lien vertueux entre l'action des élites reconnues pour leur savoir-faire technocratique et le développement politique de la démocratie. Toutefois, comme le montre Philip Roth dans son roman d'histoire-fiction *Le complot contre l'Amérique*, le populisme antisémite de l'époque critiquait la formation du « Jew Deal » pour dénoncer la présence d'élites d'origine juive dans l'administration Roosevelt. Mais la remise en cause du rôle positif des élites dans le gouvernement démocratique n'est pas encore d'actualité. Bien au contraire, l'économiste Joseph Schumpeter (1942) nous apprend que la démocratie est le régime politique dont les procédures et les règles garantissent le principe de sélection et de renouvellement des élites politiques.

Le mythe de l'élitisme démocratique

C'est à la fin de la Seconde Guerre mondiale, dans le contexte de la « guerre froide » entre les États-Unis et le bloc des pays communistes fédérés autour de l'URSS, que le credo de l'« American way », de la prospérité économique, de la société hédoniste et de l'individualisme consumériste, génère un fort consensus politique au sein de la classe politique. Ainsi, au début des Trente Glorieuses, entre les présidences de Truman et d'Eisenhower, les élites républicaines au pouvoir, comme celles du Parti démocrate, capitalisent sur cette situation. La modernisation économique s'accompagne alors d'un développement politique propre aux États-Unis, donnant

naissance au modèle de « l'élitisme démocratique ». Ce modèle repose sur trois piliers : (i) la sélection des élites politiques par le biais d'élections ouvertes, réglementées, régulières, pluralistes et compétitives ; (ii) une « autonomie relative » de ces élites par rapport aux forces sociales (groupes d'intérêt, syndicats, organisations religieuses, etc.) ; et (iii) un consensus intra-élitaire sur les procédures et les institutions politiques. C'est également durant cette période que les figures majeures de l'essor de la science politique américaine, notamment celles de l'École de Chicago, suivant les pas de Charles Merriam, promoteur de la pensée de Mosca, Pareto et Michels, telles que Harold Lasswell, V. O. Key ou encore David Truman, vantent les mérites du comportement des élites de gouvernement, leur respect du fonctionnement pluraliste des institutions, ainsi que leur capacité à capter les attentes de l'opinion publique et à y répondre. Toutefois, des voix commencent à s'élever contre cette vision idéalisée du pluralisme élitair, notamment celle d'Elmer E. Schattschneider qui préfère parler de « semi-souveraineté populaire », tant l'asymétrie du pouvoir entre les groupes d'intérêts dirigés par les individus les plus instruits et aisés de la société leur permet souvent de faire prévaloir leurs intérêts et leur point de vue lors des décisions gouvernementales. Néanmoins, la croyance en la légitimité de l'élitisme démocratique reste dominante dans les milieux académiques comme dans la société américaine. En paraphrasant le célèbre slogan de Ronald Reagan, « le gouvernement n'est pas la solution, mais le problème », on pourrait dire que, durant cette période, les élites ne sont pas le problème, mais la solution au bon gouvernement démocratique.

L'invention de l'élite du pouvoir

Tout le monde se souvient encore du discours d'adieu du 17 janvier 1961 du président Dwight Eisenhower, dans lequel il mettait en garde ses concitoyens contre la menace que faisait peser sur la démocratie américaine un « immense appareil militaire et une grande industrie de l'armement », qualifiés de « complexe militaro-industriel ». Cette critique en règle du mythe de l'élitisme démocratique reflète la pensée d'un nouveau courant sociologique qui remet en cause les fondements empiriques du pluralisme élitair aux États-Unis. Prenant l'exemple d'Atlanta, Floyd Hunter est le premier à pointer du doigt la supériorité du pouvoir d'influence des élites économiques dans le gouvernement d'une grande ville. Mais c'est surtout Charles Wright Mills, dans son best-seller *L'Élite du pouvoir* (1956), qui montre que la cohésion de la structure sociale (l'unité) et la circulation fermée au sein de l'élite (les seigneurs de la guerre, les patrons des grandes entreprises d'armement et le président et ses proches conseillers) préfigurent la rupture de l'idéal du pluralisme démocratique hérité des pères fondateurs de la Constitution américaine.

Selon Mills, la formation de cette élite a pour effet la relégation des professionnels de la politique (les élus du Congrès) aux échelons intermédiaires du pouvoir, l'absence d'un corps de hauts fonctionnaires et la prise de grandes décisions dans le secret, sans que le problème soit débattu devant le public, ni même devant le Congrès. Comment ne pas voir un écho entre cette

critique de l'élite et les propos d'Eisenhower – mais aussi de Mills même s'il est très rarement mentionné – dans la critique populiste actuelle sur la déconnexion de l'élite et du peuple, ou encore sur l'asservissement du Congrès aux puissants et à l'argent ? Toutefois, il convient de préciser que, sous les présidences démocrates de Kennedy et Johnson, puis sous celle du républicain Nixon, le débat sur les méfaits de l'élitisme reste cantonné à la sphère universitaire. Le projet de « Grande Société » élargissant le périmètre de l'État providence, l'apogée du mouvement des droits civiques et la guerre du Vietnam occupent alors le cœur des conflits politiques opposant les démocrates aux républicains.

Le triomphe de la polyarchie libérale

En revanche, au sein du monde académique, la controverse opposant les critiques de l'élitisme démocratique, proches de la gauche radicale, aux défenseurs de l'approche pluraliste, démocrates libéraux, a atteint un niveau inattendu, provoquant même un schisme entre deux disciplines "sœurs" des sciences sociales : la science politique et la sociologie. Aucun autre pays occidental n'a été confronté à cette situation. Aux États-Unis, le contexte intellectuel porte encore les stigmates du maccarthysme. En même temps, l'essor de la science économique pousse les autres sciences sociales à suivre la théorie de falsification scientifique de Karl Popper. Ainsi, les défenseurs du pluralisme élitiste, avec comme porte étendard Robert Dahl, professeur de science politique à l'université de Yale (Connecticut), la thèse de l'élite du pouvoir est tout simplement fautive. Faiblesse de la méthode, absence de preuves empiriques démontrant la réalité de l'omnipotence de l'élite et mauvaise analyse du processus de prise de décision au sommet de l'État américain sont pointés pour la réfuter. Ainsi, l'examen empirique de la prise de décision gouvernementale montre que l'existence d'une élite "consciente, cohérente, et conspirante" relève plus d'un mythe que de la réalité. Au contraire pour les promoteurs de l'approche polyarchique, le simple fait que plusieurs groupes d'élites se trouvent en compétition pour influencer la décision suffit pour que la démocratie fonctionne normalement.

Alors qu'il trouve son origine dans la gauche radicale, le mythe de l'élite au pouvoir est relayé par des intellectuels conservateurs tels que E. Digby Baltzell, dans son étude sur l'establishment protestant blanc et anglo-saxon (1964), et William F. Buckley, auteur de *God and Man at Yale* (1951) et fondateur du magazine politique *National Review* (1955), vont lancer à bas bruit les fondements de la critique populiste de certaines élites et de leurs valeurs. Ils apporteront leur soutien à la candidature républicaine de Barry Goldwater (1964) fortement opposé à toutes concessions et compromis politique. Certains voient dans ce tournant les origines du Tea Party et de la victoire de Donald Trump à la primaire républicaine de 2016.

Vers une trahison des élites ?

De la crise énergétique des années 1970 à la crise financière de 2008, la question des élites n'a pas marqué la vie politique américaine. La révolution conservatrice de Reagan dénonce le poids du gouvernement sur l'économie et la société ; le moment Clinton conforte la mondialisation libérale de l'économie ; puis l'administration de George W. Bush se lance dans une guerre contre le terrorisme. En revanche, dans le champ des sciences sociales, et plus particulièrement en sociologie, la critique de la domination du pouvoir par une « élite dirigeante », composée d'individus issus de la classe supérieure et formés dans les universités de l'Ivy League, est réactivée par G. William Domhoff. Selon ce courant de pensée, cette élite, dotée de ressources dans le secteur de l'activité économique (Business Council, Business Round table, etc.), interviendrait dans tous les processus clés de la vie démocratique américaine, de la sélection des candidats aux élections jusqu'à l'élaboration des politiques publiques. Mais, c'est certainement le texte de l'historien et sociologue Christopher Lasch, *La Révolte des élites et la trahison de la démocratie* (1995), qui a le plus marqué les esprits. Dans cet ouvrage, l'auteur dénonce l'émergence d'un élitisme incarné par une « nouvelle classe méritocratique », composée d'élites culturelles démocrates des grandes métropoles, qui, bénéficiant des bienfaits de la libéralisation de l'économie et cultivant l'hédonisme, se seraient coupées de la classe moyenne américaine.

Ces thèses, proches de la gauche radicale du Parti démocrate, ont trouvé un écho politique majeur avec la crise financière mondiale de 2007. Le mouvement Occupy Wall Street a alors mis en avant le lien entre l'élite des super-riches, la faillite du système bancaire et l'accroissement des inégalités sociales dans la société américaine. De surcroît, le choix de l'administration Obama de renflouer certaines banques avec de l'argent public est perçu comme une sorte de trahison politique, alimentant ainsi la thèse de la concussion d'intérêts entre les factions de l'élite. À partir de ce moment, on peut dire que l'on bascule dans l'ère de l'antiélitisme. Cette dernière s'est rapidement étendue au-delà des États-Unis pour toucher la grande majorité des démocraties occidentales. Depuis, et notamment avec la percée du mouvement du Tea Party aux élections de mi-mandat au Congrès en novembre 2010, la rhétorique antiélite de leaders populistes tels que Donald Trump ou Bernie Sanders (campagne présidentielle de 2016) a pris de l'ampleur (Genieys, Brown, 2019). Phénomène toujours d'actualité depuis la nouvelle élection de Donald Trump, et qui se poursuit en 2025 avec le sénateur Bernie Sanders et sa tournée de meetings politiques: Fighting Oligarchy Event.

Le trumpisme ou l'ascension d'une élite anti-élite

Grand pied de nez à l'histoire politique américaine, le 250^e anniversaire de son indépendance est célébré dans une société fortement clivée entre les fidèles à Donald Trump, le leader du « Make America Great Again », et ses opposants. Le consensus caractérisant l'élite démocratique

semble désormais révolu. Depuis le 6 janvier 2021 et l'assaut du Capitole par les partisans de Trump n'acceptant pas la victoire de Joe Biden, la démocratie américaine a basculé dans une nouvelle ère. Dans ce contexte inédit, la vie politique américaine se met à l'heure de l'élitisme populiste, où la démocratie est minée par un dissensus politique sans précédent entre les deux partis de gouvernement. La critique virulente des élites MAGA et de leurs électeurs dénonce l'existence d'un « État profond » démocrate, d'un gouvernement d'« initiés » démocrates et de pratiques auxquelles adhèreraient aussi les « RINO » (républicains de nom seulement), légitimant le recours à l'imaginaire de l'« America first ».

Cet antiélitisme n'est en rien le fruit du hasard. Il est le résultat d'une adaptation de la critique de la trahison des élites de Lasch par des intellectuels nationalistes conservateurs et post-libéraux. Patrick Deneen et Michael Lind associent le problème des élites américaines à l'ascension d'une « nouvelle aristocratie », voire d'une « nouvelle élite managériale », cumulant les ressources financières et les compétences, et dont le but serait la maximisation de leurs intérêts au détriment du bien commun. Pour qui y porte un regard sociologique éclairé, cette rhétorique populiste n'est que le paravent d'une nouvelle élite ayant non seulement l'ambition politique de chasser du pouvoir celle qui l'a précédée, mais également de mettre la démocratie américaine sur la voie post-libérale. Drôle d'anniversaire, non !

Notes / Pour aller plus loin :

- Genieys, William, *Sociologie politique des élites* (Armand Colin, 2011)
- Genieys, William, *A Government of insiders*. (John Hopkins University Press, 2024)
- Genieys, William, *Gouverner à l'abri des regards* (Presses de Sciences Po, 2020)
- Genieys, William, "Le paradoxe des élites anti-élite", *Sciences Humaines*, Juin 2026, n° 389
- Genieys, William, "Elitism and Policy", dans *Oxford Research Encyclopedia* (à paraître 2026).